

n/réf. : 71-D-94

le 21 avril 1971.

RAPPORT ANNUEL DU
REPRESENTANT DU CONSEIL SUPERIEUR

Au 1er janvier 1971 les effectifs scolaires s'élevaient à 7.710 élèves, ce qui constitue une augmentation d'environ 250 élèves par rapport au 1er janvier 1970. Le ralentissement du rythme de l'augmentation qui a déjà été constaté l'an dernier semble se confirmer. Il résulte pour une grande part des critères d'admission assez stricts que le Conseil supérieur a établi en 1967 et que les six Ecoles européennes appliquent rigoureusement.

L'Ecole européenne de Karlsruhe continue à se développer de façon très satisfaisante et atteindra dans un délai assez rapproché la population scolaire de 750 élèves pour laquelle les bâtiments ont été conçus.

Répartition des élèves par cycle d'études
au 1er janvier 1971

	<u>Maternel</u>	<u>Primaire</u>	<u>Compl.</u>	<u>Secondaire</u>	<u>Total</u>
Luxembourg	204	699	82	617	1.602
Bruxelles	174	1.107	-	1.082	2.363
Mol	187	469	-	365	1.021
Varese	213	860	-	573	1.646
Karlsruhe	74	339	-	257	670
Bergen	114	203	-	91	408
	966	3.677	82	2.985	7.710

Corps enseignant
au 1er janvier 1971

Luxembourg	97
Bruxelles	140
Mol	74
Varese	98
Karlsruhe	43
Bergen	30

482

Le nombre d'élèves qui obtiennent le Baccalauréat européen augmente également d'année en année. En 1970, 211 candidats se sont présentés aux épreuves du Baccalauréat européen ; 180 candidats ont été reçus. Depuis 1959, date de la première session du Baccalauréat européen, 1.019 jeunes filles et jeunes gens ont achevé avec succès leurs études secondaires dans les Ecoles européennes.

Après ces brèves indications chiffrées, je voudrais commenter les principaux problèmes qui se posent actuellement dans le cadre des Ecoles européennes.

* * *

I. PROBLEMES DES LOCAUX

a) Ecole européenne de Luxembourg

Une aile du nouveau bâtiment en construction au Kirchberg a été achevée en novembre 1970. Une partie des classes primaires y sont installées. L'ensemble du bâtiment sera achevé prochainement de sorte que l'ensemble des classes primaires et maternelles pourra occuper les nouveaux bâtiments au plus tard à la prochaine rentrée scolaire. Ainsi les problèmes de locaux les plus urgents auront trouvé une solution.

J'ai pu visiter la partie de la construction qui est achevée et constater qu'il s'agit de locaux confortables et bien adaptés à leur destination. Je tiens à exprimer ici mes remerciements les plus vifs au Gouvernement luxembourgeois pour l'effort remarquable qu'il a fait en faveur de l'Ecole européenne de Luxembourg et pour le magnifique bâtiment qu'il met à sa disposition.

b) Ecole européenne de Bruxelles

C'est l'Ecole européenne de Bruxelles qui connaît la situation la plus difficile au point de vue des locaux. Le besoin de l'annexe devient vraiment urgent.

Il est permis d'espérer qu'il sera résolu dans un avenir rapproché. Le Gouvernement belge a acheté un terrain de 4 ha dans une commune de l'est de la ville où beaucoup de fonctionnaires européens ont leur résidence.

Un architecte du Ministère des Travaux Publics, qui travaille en contact avec la direction de l'Ecole, prépare les plans des nouveaux bâtiments. Ceux-ci seront probablement prêts en septembre 1971 pour accueillir les classes dédoublées de l'école primaire.

c) Ecole européenne de Varese

Les dix locaux supplémentaires dont l'Ecole européenne de Varese avait un besoin urgent ont été construits par le Gouvernement italien. Ils ont été achevés au début de l'année, mais à la suite de la lenteur de la procédure de réception leur occupation a dû être différée.

Je tiens à remercier le Gouvernement italien pour sa compréhension des problèmes de l'Ecole européenne de Varese, grâce à laquelle les locaux supplémentaires ont pu être construits.

Cependant si la construction des dix classes apporte une amélioration indiscutable, elle ne résout pas l'ensemble des problèmes. La population scolaire de l'Ecole européenne de Varese continue à croître. Plus ou moins 1.650 élèves la fréquentent actuellement. Ils seront sans doute 1.800 en septembre prochain. Aussi pour faire face aux nouveaux besoins de l'Ecole, il conviendrait de préparer dès à présent la construction d'une annexe qui serait implantée dans un autre lieu que Varese. Cette annexe serait destinée aux classes dédoublées de l'école primaire. Il convient de remarquer qu'à l'heure actuelle presque toutes les classes primaires sont dédoublées et que les bâtiments de Varese n'ont pas été conçus pour un si grand nombre de classes. Ces bâtiments ne permettront pas d'accueillir les nouveaux élèves qui s'inscriront dans les prochaines années. En outre il n'est souhaitable, ni du point de vue pédagogique, ni du point de vue de la sécurité, ni du point de vue de l'organisation de concentrer deux mille élèves en un seul endroit.

Je fais donc appel au Gouvernement italien pour qu'il aborde ce problème avec la même compréhension et la même bienveillance qu'il a montrées dans le passé à l'égard de l'Ecole européenne de Varese.

d) Ecoles européennes de Mol, Karlsruhe et Bergen

Aucun problème de locaux ne se pose actuellement dans ces trois Ecoles.

Bien que l'Ecole européenne de Bergen ne dispose que de locaux provisoires, elle n'a pas de besoins nouveaux actuellement.

* * *

II. PROBLEMES JURIDIQUES

a) Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil supérieur

Un projet d'Accord a été établi. Il pourra être signé dès qu'il aura été approuvé par le Conseil supérieur.

L'Accord donne un maximum de facilités à l'Ecole européenne de Luxembourg. A ce sujet je me réjouis de la compréhension et de la bonne volonté du Gouvernement luxembourgeois, à qui je tiens à exprimer la reconnaissance du Conseil supérieur. Je voudrais adresser des remerciements tout particuliers à Monsieur Lenners dont les efforts ont largement contribué à l'aboutissement des négociations.

b) Accord entre le Gouvernement des Pays-Bas et le Conseil supérieur

Le Gouvernement néerlandais m'a fait connaître le 14 octobre 1970 que les formalités constitutionnelles requises pour la mise en vigueur de l'Accord entre le Gouvernement néerlandais et le Conseil supérieur, signé le 29 avril 1970, avaient été accomplies.

Par conséquent conformément au paragraphe 2 de son article XIII cet Accord est entré en vigueur à la date du 14 octobre 1970.

c) Accord entre le Conseil supérieur et le C.E.N.

En décembre 1970 le Conseil supérieur a approuvé un projet d'Accord entre le Conseil supérieur et le C.E.N. et a autorisé son Représentant à le signer.

L'Accord a été signé avec effet au 1er décembre 1970.

d) Application de la Convention entre le Gouvernement italien et le Conseil supérieur

Au cours de sa réunion de décembre 1970, le Conseil supérieur a approuvé le texte d'un protocole additionnel à la Convention entre le Gouvernement italien et le Conseil supérieur et a autorisé son Représentant à le signer.

Ce protocole n'a pas encore pu être signé. J'espère que la signature pourra intervenir très prochainement.

III. PROBLEMES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

a) Statut du personnel enseignant

Le Conseil supérieur a approuvé par la voie de la procédure écrite les propositions du Comité administratif et financier relatives aux émoluments du personnel enseignant (document 71-D-41/1 du 3 février 1971).

Conformément à la décision du Conseil supérieur les nouvelles dispositions ont été appliquées dans les Ecoles européennes avec effet les unes au 1er juillet 1970, les autres au 1er octobre 1970.

Le Conseil supérieur a également approuvé par la voie de la procédure écrite les propositions du Comité administratif et financier relatives au barème des traitements du Représentant du Conseil supérieur (document 71-D-61/1).

b) Contacts avec le Conseil d'administration des services sociaux de la Commission (CASS)

Le Représentant du Conseil supérieur a assisté à une réunion du CASS où un certain nombre de problèmes concernant les Ecoles européennes ont été discutés.

i - Créations d'internat

Cette question vise la création d'internat(s) auprès de certaine(s) Ecole(s) européenne(s) afin d'accueillir notamment les enfant de fonctionnaires isolés c'est-à-dire exerçant leurs fonctions dans un autre lieu que les grands centres auprès desquels des Ecoles européennes ont été créées.

Il a été convenu que le CASS mènerait une enquête auprès des parents intéressés afin de dégager des données chiffrées susceptibles d'être présentées au Conseil supérieur. Ce n'est qu'au moment où les résultats de cette enquête seront connus, qu'une proposition précise sera soumise, le cas échéant, au Conseil supérieur.

ii - Fixation des périodes de vacances

Ce problème qui a, d'ailleurs, déjà fait l'objet de nombreuses études tant du côté des Ecoles européennes que des associations de parents d'élèves, a de nouveau été soulevé afin d'essayer d'obtenir une fixation des dates compatibles avec les différents intérêts, tant du fonctionnement des Ecoles que de celui des parents d'élèves dont les congés sont bien souvent liés aux activités des Communautés.

J'ai attiré l'attention du CASS sur le fait qu'une modification du calendrier des vacances/^{ne}pouvait être envisagée/^{que}si une majorité de parents des six Ecoles européennes se prononçait dans ce sens.

iii - Organisation de classes de neige

Il a été convenu d'attendre les résultats de l'expérience qui a été faite cette année à l'Ecole européenne de Luxembourg avant d'envisager l'organisation de classes de neige dans toutes les Ecoles européennes.

iiii - Mise en place de complexes ou équipements sportifs

Ces problèmes ont été particulièrement évoqués pour les Ecoles européennes de Varese et de Luxembourg. Il est souhaité que ces Ecoles soient dotées de terrains de sports.

* * *

IV. STRUCTURE DES ECOLES EUROPEENNES

Actuellement les élèves de l'école secondaire sont orientés au milieu de la 2ème année vers une section latine ou vers une section moderne. Au début de la quatrième année se fait une nouvelle orientation vers l'une des sections suivantes :

- la section latin-grec
- la section latin-langues modernes
- la section latin-mathématiques
- la section moderne scientifique.

En outre à partir de la 5ème année les Ecoles européennes de Bruxelles et de Luxembourg offrent une option supplémentaire :

- la section sciences économiques et sociales.

Actuellement un problème se pose pour une partie des élèves qui suivent la section moderne en 2ème et 3ème années dont la création est récente. Ces élèves ne peuvent pas être orientés vers les sections latin-grec, latin-langues ou latin-mathématiques parce qu'ils n'ont pas étudié le latin. Ils sont donc obligés de suivre la section moderne-scientifique ; mais s'ils ne sont pas doués en mathématiques, cette section ne leur convient pas. En fait il s'agit très souvent d'élèves qui se destinent à la section sciences économiques et sociales. Leurs difficultés pourraient être résolues si l'enseignement de cette section débutait en 4ème année.

Le Conseil supérieur n'est sans doute pas encore en mesure de prendre une décision définitive concernant cette question importante. J'estime qu'elle devrait être étudiée de façon approfondie et dans ce but je propose au Conseil supérieur de donner au Comité pédagogique le mandat :

- 1) d'étudier la possibilité de faire commencer l'enseignement de la section sciences économiques et sociales en 4ème année ;

- 2) de préparer des projets d'horaires et de programmes, si cette étude fait apparaître qu'il convient d'avancer d'un an le début de la section sciences économiques et sociales ;
- 3) d'examiner la possibilité de créer la section sciences économiques et sociales dans d'autres Ecoles européennes.

* * *

V. TRAVAIL DES COMITES DE PREPARATION

Les Comités préparatoires ont poursuivi leur travail d'information et de préparation des réunions du Conseil supérieur. Leur collaboration a permis au Conseil supérieur de siéger dans de bonnes conditions.

Le Comité pédagogique a étudié particulièrement la réforme de l'enseignement primaire, les problèmes de la révision des programmes, de la création du cycle terminal court, de l'introduction de la mathématique moderne à l'école primaire et l'organisation du Baccalauréat.

Le Comité administratif et financier a étudié en ordre principal les problèmes statutaires, les problèmes relatifs aux Accords avec les Etats-membres et avec certains organismes, les problèmes de financement, les demandes de créations de postes et les budgets proposés par les Conseils d'administration.

* * *

VI. PROBLEMES DIVERS

a) Contacts avec le Conseil de l'Europe

Dans le cadre de la coopération culturelle, un Comité ad-hoc du Conseil de l'Europe s'est réuni à Bruxelles du 24 au 26 mars 1971 pour étudier les méthodes développées pour l'établissement des programmes des Ecoles européennes et les principales caractéristiques de ces Ecoles.

Les membres du Comité ont entendu des exposés de Monsieur le Directeur Decombis, de quelques professeurs des Ecoles européennes et de moi-même.

Ils ont également eu l'occasion de visiter l'Ecole européenne de Bruxelles. Ils ont été très satisfaits de cette visite et je ne voudrais pas manquer d'adresser mes remerciements à Monsieur le Directeur Sardo pour l'accueil qu'il leur a réservé.

Cette réunion a permis de mieux faire connaître les Ecoles européennes et de montrer /^{leurs} réalisations à des responsables de l'Education Nationale des 18 pays d'Europe. L'intérêt des délégués nationaux pour nos Ecoles fut très vif, de sorte qu'il est permis de croire que les idées répandues au cours de ces trois jours porteront leurs fruits dans les années à venir.

b) Bulletin pédagogique

Le Bulletin pédagogique reparait régulièrement depuis juin 1967. Depuis cette date 17 numéros et un numéro spécial, consacré au dixième anniversaire de l'Ecole européenne de Bruxelles, ont été publiés.

Le prochain Bulletin sera entièrement consacré à la réunion du Comité du Conseil de l'Europe dont je viens de parler. Il reproduira tous les exposés qui ont été faits ainsi que les interventions les plus marquantes de manière à informer les enseignants des Ecoles européennes du déroulement de cette réunion.

c) Fonds des Publications des Ecoles européennes

Le Fonds des Publications des Ecoles européennes prépare actuellement la publication d'un atlas destiné aux Ecoles européennes. Le besoin d'un tel atlas se fait sentir parce que les atlas qui sont sur le marché accordent une place trop importante aux cartes des pays où ils sont édités.

Le Fonds espère pouvoir publier dans un avenir pas trop éloigné un manuel d'histoire contemporaine pour la 7ème année. Ce manuel est actuellement expérimenté sous forme de notes stencillées.

* * *

✱

Enfin je ne voudrais pas conclure sans remercier très vivement tous ceux qui par leur travail et leur compétence permettent aux Ecoles européennes de s'acquitter au mieux de leur mission d'éducation européenne : je songe en premier lieu aux enseignants eux-mêmes et aux Directeurs qui sont en contact quotidien avec la jeunesse dont ils ont la responsabilité ; mes remerciements vont aussi à tous ceux qui collaborent au succès de l'entreprise commune : aux Associations de parents d'élèves, au Comité du personnel, aux Comités préparatoires et bien entendu au Conseil supérieur.

Le rapport que j'ai l'honneur de vous soumettre n'a pas fait mention de faits exceptionnels ou de bouleversements. Il est le reflet d'une année calme où, je le pense, du bon travail a été accompli.

X

x